L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 3 AVRIL 1890.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

UNE personne de couleur, d'un âge mûr, pouvant donner les meilleures recommandations, et habituée à voyager, offre ses services à une famille qui voudrait s'absenter de la Nouvelle-Orléans et aller soit au Nord soit en Europe. S'adresser par lettres aux initiales A. B., au bureau de l'Abeille. 25 mars—1 mois

A VENDRE.

Cinquante Chevaux du Texas Wrice, fraîchement ici depuis peu, viennent d'arriver, sont à Washington et Baronne.
1 avril—7f

ON DEMANDE.

IMMÉDIATEMENT, une bonne nourrice sans enfant si c'est possible. S'adresser rue des Dunaïdes, entre Bourgogne et Roman parts. 3 avril—3f

UNE jeune gouvernante d'enfants ; s'adresser au Bureau de l'Abeille. 1er avril—

UNE jeune fille—française, pour aider soit à un enfant ; 945 Camp.
26mars—1mois.

ANNONCES JUDICIAIRES.

No 28,718.—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division E.

Succession de Alexander Smith.

ATTENDU que Elizabeth F. Smith, femme divorcée de Alexander Smith, qui résidant de la ville de New York, agissant en sa qualité de tutrice mineur Magdelene Geddes—Velma Morse—Mattie Wiman et Maxwell Baldwin Smith, a demandé par sa requête en date de ce jour, la vente privée et l'Etat de la Louisiane la propriété appartenant aux dits mineurs

A vis est par le présent donné à tous ceux que cela concerne de donner dans trente jours à partir de la première publication de cet avis, les raisons pourquoi l'application de la dite tutrice ne serait pas accordée.

Nouvelle-Orléans, 2 avril 1890.
HUGUES LAVERGNE.
3 avril—3, 17—2 mai. Député-Greffier.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Cyrus Yale.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 29,799—Division E—Assauga que Christopher L. Bruns a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Cyrus Yale, décédé à la Nouvelle-Orléans le 16 janvier dernier ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles la ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
24 mars—26 30—avril 4 Greffier.

(Succession de Wm. A. Junker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,814.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il en est) pour lesquelles le compte présenté par John R. Pitcher, syndic provisoire des créanciers dans cette affaire ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
25 mars—26 29—avril 3

Succession de Henri Jolicoeur.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 29,490.—E. A. Landé a, au Alphonse Jolicoeur a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Henri Jolicoeur ; avis est donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles la ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
24 mars—26 30—avril 4 Greffier.

(Succession de Wm. A. Junker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,814.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John R. Pitcher, syndic provisoire des créanciers dans cette affaire ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
25 mars—25 29—avril 3

Succession de Michael Maig.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,296.—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Joseph Pâble, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
25 mars—26 29 3 avril Greffier.

Succession de Antonio Canet et femme

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,252—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Joseph Pâble, administrateur de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
26 mars—26 30—3 avril Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT de la LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 28,777—Division E—Ordre de Cour—Qu'une requête ait été présentée à la Cour, l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Cyrus Yale, décédé à la Nouvelle-Orléans le 16 janvier 1890, à 11 heures A. M. dans le but de faire homologuer un testament qu'aurait laissé le dit défunt, et que la Cour ait ordonné qu'une réunion des créanciers du dit défunt ait lieu devant et par devant Robert P. Upton, notaire à son bureau, dans la bâtisse Morris, coin des rues Canal et Camp, en cette ville, le 7 avril 1890, à 11 heures A. M., dans le but de nommer leurs fondés de pouvoirs, et de prendre connaissance des affaires de la dite succession, et d'être sur un état de faillite ou de la décharge des pétitionnaires et sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises ; et que la dite faillite soit prononcée et des injonctions contre les personnes et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues ; et que Bernard Cleaky, Esq., soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 31 mars 1890.
Signé : H. M. RIGHTOR,
Juge

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
1er avril—1.15.30—

Joseph Van Wickle vs Ses Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,023—Division II—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire à ce qu'ils aient à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquels le compte présenté par John R. Pitcher, syndic provisoire des créanciers dans cette affaire ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
25 mars—25 29—avril 3

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de la Paroisse d'Orléans.—Emile Beauseau vs ses créanciers—No 26,183—Division E.—Ordre de cour. Qu'une requête ait été présentée à la Cour, l'effet d'obtenir par le présent acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion de ses créanciers ait lieu devant et par devant Robert P. Coffey, notaire, au son étude, No 1005 rue Carondelet en cette ville, le JEUDI 17 avril 1890, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur le dit acte de dit pétitionnaire, élire un syndic et verser sur toutes autres questions qui pourront leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre sa personne et ses biens soient suspendues, et que Coffey soit avant cette réunion nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 13 mars 1890.
Signé : FRED D. KING,
Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
15 mars—15 31—17 avril

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—George Ellis vs ses créanciers—No 26,743, Division C—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers en pétitionnaire George Ellis soit convoquée et tenue devant W. Morgan Dufour, notaire en cette ville, le MERCREDI, 9e jour d'avril 1890, à 11 heures A. M., dans le but de voter sur sa demande pour un repit de un, deux et trois ans, sans intérêt, et que les créanciers soient dûment notifiés à assister à la dite réunion et que le but en soit différé public et que Jules Aldigé, Esq., soit et il est par le présent nommé pour représenter les créanciers absents, et que toutes procédures contre la personne et les biens de pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 27 mars 1890.
Signé : F. A. MONROE, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
28mars—29 avril 10 30

A TRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'agriculture et des arts.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et recevane par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires auront lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples auront lieu tous les autres dix mois de l'année, et sont tous les deux publics, à l'Académie de Musique de la Nouvelle-Orléans.

COMMISSAIRES

Grand Tirage Mensuel,

PAR L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 15 AVRIL 1890.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, sont	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION :

100 Lots de	$500, sont	$50,000
100 Lots de	300,	30,000
100 Lots de	200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, sont	$99,900
999 Lots de	100,	99,900
2,134 Lots de nombres à		$1,054,800

On demande des agents partout.

☞ Pour ces prix à payer par ces Coupons, ou pour tous renseignements que l'on voudrait avoir, s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et Signature Ecrite. On n'aura rien de servi par rapide de Poste ou autre voyant une enveloppe portant l'adresse en plein.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou chèque de New York, dans des lettres enregistrées. Monnaie courante par l'Express.

S'adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées comme suit :

New Orleans National Bank,
New Orleans La.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS, et que les billets sont signés par le président et deux directeurs de l'une de ces banques, dont les noms sont imprimés sur les billets, et que leur valeur est garantie par les fonds déposés entre les mains d'un Commissaire Spécial nommé à cet effet par le Gouverneur de l'Etat.

Nouvelle-Orléans, 15 mars 1890.

Le Président certifie que les fonds nécessaires pour payer tous les lots gagnants seront déposés à la Banque Nationale de la Nouvelle-Orléans, avant chaque tirage. Tous billets admis au tirage sont entièrement sur un pied d'égalité, et contiennent en eux-mêmes la valeur exacte du lot auquel ils donnent droit, sans autre contribution de la part du détenteur du billet gagnant.

Le Président certifie que la Compagnie n'a pas le droit de retirer ou d'augmenter le capital de $1,000,000 sans le consentement du peuple de l'Etat, donné par un vote spécial.

Le Président certifie que la Compagnie n'a pas le droit de transférer ou de changer le lieu de ses tirages sans le consentement du peuple de l'Etat, donné par un vote spécial.

Le Président certifie que la Compagnie n'a pas le droit de suspendre ses tirages, ou de manquer de les faire régulièrement, pendant vingt-cinq années, à moins que le peuple de l'Etat ne le permette par un vote spécial.

Le Président certifie que la Compagnie n'a pas le droit de changer le mode de ses tirages, sans le consentement du peuple de l'Etat, donné